

REGLEMENT DE CONSULTATION

APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL ET SIMPLIFIE SUR OFFRES DE PRIX N°23/CS/2024

Objet : ACHAT DE MATERIEL INFORMATIQUE

Imputation Budgétaire

Chapitre	Article	Paragraphe	Ligne	Rubrique
10	30	30-10	13	AS 5748702 Acquisition des applications et matériel informatique pour le compte de la commune de Salé (PAPC_2020)

Passé par appel d'offres ouvert **national et simplifié** sur offres de prix passé en application paragraphe 3 alinéa a de l'article 19 et le paragraphe 1 de l'article 20 et l'article 148 et paragraphe 3 alinéa b de l'article 20 du décret n°2.22.431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Appel d'offres réservé é aux petites et moyennes entreprises, aux coopératives, aux unions de coopératives et aux auto-entrepreneurs

Sommaire

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION

ARTICLE 2 : REPARTITION EN LOTS

ARTICLE 3: MAITRE D'OUVRAGE

ARTICLE 4: CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

ARTICLE 5 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS

ARTICLE 6 : CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

ARTICLE 7 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

ARTICLE 8: MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

ARTICLE 09 : DEPOT DES DOSSIERS D'APPELS D'OFFRES DES CONCURRENTS

ARTICLE 10 : RETRAIT DES DOSSIERS D'APPELS D'OFFRES

ARTICLE 11 : INFORMATION DES CONCURRENTS ET DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENTS OU DE RENSEIGNEMENTS

ARTICLE 12 : EVALUATIONS DES DOSSIERS ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES

ARTICLE 13 : CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES FINANCIERES

ARTICLE 14 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

ARTICLE 15 : DEPOT DES PROSPECTUS

ARTICLE 16 : MONNAIE DES FORMULATIONS DES OFFRES

ARTICLE 17 : LANGUES DE REDACTION DES PIECES DU DOSSIER

REGLEMENT DE CONSULTATION
APPEL D'OFFRES OUVERT SUR APPEL D'OFFRES NATIONAL ET SIMPLIFIE OUVERT SUR OFFRES DE PRIX
N°23/CS/2024

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offre ouvert sur offres de prix n° 23/CS/2024 ayant pour objet : Achat de matériel informatique

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 21 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n° 2-22-431 précité.

Toute disposition contraire au décret 2-22-431 précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 21 et des autres articles du décret n° 2-22-431 précité.

ARTICLE2 : REPARTITION EN LOTS

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en lot unique

ARTICLE3: MAITRE D'OUVRAGE

Le président de la Commune de Salé est le maitre d'ouvrage, il assure la préparation, la passation et l'exécution dudit marché au nom et pour le compte de la Commune de Salé.

ARTICLE 4: CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n°2-22-431 précité :

1-Peuvent valablement participer et être attributaire du présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement ; et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement des créances publiques ;
- Sont affiliées à la Caisse nationale de sécurité sociale ou à un autre régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.
- Exercent l'une des activités en rapport avec l'objet du marché.

2- Ne sont pas admises à participer aux appels d'offres :

- les personnes en liquidation judiciaire ;
- les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- les personnes ayant fait l'objet d'une décision d'exclusion temporaire ou définitive prise conformément aux dispositions de l'article 152 du présent décret ;
- les personnes prévues à l'article 65 de la loi organique susvisée n° 113-14 pour les marchés passés par les communes ;
- les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans un même marché, lorsqu'il s'agit d'un marché en lot unique ou d'un même lot lorsqu'il s'agit d'un marché alloti ;
- les prestataires de services ayant contribué à la préparation du dossier de l'appel d'offres concerné.
- les titulaires dont les marchés ont fait l'objet de résiliation pour une faute qui leur incombe au titre des marchés d'achèvement y afférents.

ARTICLE 5 : LISTE DES PIÈCES JUSTIFIANT LES CAPACITÉS ET LES QUALITÉS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 28 du décret 2-22-431 précité, Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif et un dossier technique.

A- Un dossier administratif comprenant :

1- Pour chaque concurrent au moment de la présentation des offres :

- a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
- S'il s'agit d'un auto-entrepreneur ou d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
 - S'il s'agit d'un représentant du concurrent, celui-ci doit présenter, selon le cas
 - Une copie certifiée conforme de la procuration légalisée, lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - Un extrait des statuts de la société et/ou copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de l'organe compétent lui conférant le pouvoir d'agir au nom de cette société ;
 - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
 - S'il s'agit d'une coopérative ou d'une union de coopératives, la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom de la coopérative ou de l'union de coopératives

b) La déclaration sur l'honneur (selon le modèle 9-1 prévupar l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du budget n°1689-23 du 14 hijja1444 (3 juillet 2023) pris pour l'application de l'article 153 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics.;

c) La constitution du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu doit être effectuée d'une manière dématérialisée conformément aux dispositions de l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hijja 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics., le cas échéant ;

En cas de groupement, le cautionnement provisoire et le cautionnement définitif peuvent être souscrits sous l'une des formes suivantes :

- a. Au nom collectif du groupement ;
- b. Par un ou plusieurs membres du groupement pour la totalité du cautionnement ;
- c. En partie par chaque membre du groupement de telle sorte que le montant du cautionnement soit souscrit en totalité.

Dans les cas prévus aux b) et c) ci-dessus, le récépissé du cautionnement provisoire et définitif ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu doivent préciser qu'ils sont délivrés dans le cadre d'un groupement et, en cas de défaillance.

d. La convention constitutive du groupement prévue à l'article 150 du décret n°2-22-431 ou sa copie certifiée conforme, lorsque le concurrent est un groupement.

2- Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 43 du décret 2-22-431 précité :

- a. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret n°2-22-431 précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- b. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou par tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné ;

La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

- c. Une copie du certificat d'immatriculation au registre de commerce (modèle 9) pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation au registre de commerce en vertu de la législation en vigueur ;

- **Pour les coopératives ou union des coopératives :**

Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que la coopérative ou l'union de coopérative est en situation fiscale régulière ou, à défaut de paiement, qu'il a constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle la coopérative ou l'union de coopérative est imposée.

- **Pour l'auto entrepreneur :**

Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que l'auto entrepreneur est en situation fiscale régulière ou, à défaut de règlement, qu'il a constituée des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle l'auto entrepreneur est imposé.

- **Pour la petite ou moyenne entreprise :**

- ✓ Lorsque le concurrent à qui il est envisagé d'attribuer le marché est une petite ou moyenne entreprise, il est tenu de produire, outre les pièces du dossier administratif prévues à l'article 28 du décret précité n° 2-22-431, les pièces suivantes :

- la ou les pièces justifiant que l'entreprise concernée est gérée ou administrée, directement, par les personnes physiques qui en sont les propriétaires, copropriétaires ou actionnaires ;
 - l'attestation du chiffre d'affaires ou l'attestation du total du bilan annuel des deux derniers exercices délivrés par la direction générale des impôts ;
 - une attestation délivrée par la Caisse nationale de la sécurité sociale attestant que l'effectif permanent employé ne dépasse pas deux cents (200) personnes
- Lorsqu'il s'agit d'un groupement, chaque membre dudit groupement doit produire toutes les pièces précitées.

- ✓ Pour les entreprises nouvellement créées :

- L'engagement d'un programme d'investissement initial global n'excédant pas vingt-cinq millions de dirhams
 - Ratio d'investissement par emploi de moins de deux cent cinquante mille dirhams

B- un dossier technique comprenant :

a. Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.

C- Une offre financière comprenant :

Les dossiers présentés, par les concurrents doivent comporter outre les dossiers administratif et technique visés ci-dessus, une offre financière comprenant :

-**L'acte d'engagement** : par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. il est établi en un seul exemplaire. Cet acte d'engagement, signé par le concurrent ou son représentant dûment habilité, doit comporter l'ensemble des indications requises y compris le relevé d'identité bancaire (RIB).

-Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

En cas de discordance entre le montant libellé en chiffres et celui libellé en toutes lettres, il faut s'en tenir au montant écrit en toutes lettres.

-Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 150 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement, soit

seulement par le mandataire, si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement sous forme de procuration du marché.

-L'acte d'engagement du groupement concerné doit également préciser le montant correspondant à la part revenant à chacun des membres dudit groupement.

-Le bordereau des prix-détail estimatif (B.P.D.E) : pour les marchés à prix unitaires dont les modèles figurent dans le dossier d'appel d'offres

les prix unitaires du bordereau des prix-détail estimatif doit être libellés en chiffres.

en cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

ARTICLE 6 : CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

1 . CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS :

Conformément aux dispositions de l'article 30 du décret n° 2.22.431 du 08 /03/2023, les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter :

Le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de consultation paraphés et signés

Un dossier administratif

Un dossier technique

Une offre financière

2 . PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS :

Conformément aux dispositions de l'article 32 du décret n° 2.22.431 précité, Le dossier à présenter par chaque concurrent est mis dans un pli fermé portant les mentions suivantes :

– le nom, l'adresse du concurrent et son adresse mail ;

– l'objet du marché ;

– la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;

– l'avertissement que « le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis ».

Ce pli contient deux enveloppes distinctes :

a) la première enveloppe contient, outre les pièces des dossiers administratif et technique, le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de consultation paraphés et signés et portant la mention « lu et accepté » par le concurrent ou son représentant dûment habilité.

Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention « dossiers administratif et technique » ;

b) la deuxième enveloppe contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention « offre financière » ;

Les deux enveloppes visées ci-dessus indiquent de manière apparente :

– le nom et l'adresse du concurrent ;

– l'objet du marché ;

– la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 7 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret n° 2-22-431 précité, le dossier d'appel d'offres comprend :

– Une copie de l'avis d'appel d'offres, tels que prévus à l'article 23 du décret n°2-22-431 précité ;

– Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;

– Le modèle de l'acte d'engagement visé à l'article 30 du décret n° 2-22-431 précité

– Le modèle du bordereau des prix et du détail estimatif

– Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;

– Le présent règlement de la consultation.

ARTICLE 8: MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 22 § 7 du décret n° 2-22-431 précité, de l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés publics, des modifications peuvent être introduites dans le dossier d'appel d'offres. Ces modifications ne peuvent en aucun cas changer l'objet du marché. Dans ce cas, ces modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou téléchargé ledit dossier et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents. Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité et au plus tard sept jours avant la date de la séance d'ouverture des plis. Passé ce délai, le maître d'ouvrage doit par avis rectificatif, reporter la date de la séance d'ouverture des plis.

Lorsque ces modifications introduites nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci sera publié conformément aux dispositions du premier alinéa du paragraphe I-2 de l'article 23 du décret n° 2-22-431 précité.

Dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue qu'après l'expiration d'un délai minimum de dix jours.

Ce délai court à partir du lendemain de la date de parution de l'avis rectificatif dans le dernier support de publication, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

Dans tous les cas, le délai de publicité prévu au troisième alinéa du deuxième paragraphe du I) de l'article 23 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics doit être respecté. Les concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres doivent être informés des modifications qui y ont été apportées et de la nouvelle date d'ouverture des plis, le cas échéant.

ARTICLE 09 : DEPOT DES DOSSIERS D'APPELS D'OFFRES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 34 du Décret n° 2-22-431 précité, et l'article 9 de l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics, en application des dispositions de l'article 135 du décret précité n° 2-22-431, les plis des concurrents sont déposés par voie électronique sur le portail des marchés publics de l'Etat (www.marchespublics.gov.ma);

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés sont rejetés automatiquement par le portail des marchés publics.

ARTICLE 10 : RETRAIT DES DOSSIERS D'APPELS D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 35 du Décret n° 2-22-431 précité et de l'article 14 de l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) et en application des dispositions de l'article 135 du décret précité n° 2-22-431, tout pli déposé électroniquement peut être retiré, par le concurrent, antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Les concurrents ayant procédé au retrait de leurs plis peuvent, dans les conditions fixées à l'article 13 du Décret n° 2-22-431 précité, présenter de nouveaux plis.

ARTICLE 11: INFORMATION DES CONCURRENTS ET DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENTS OU DE RENSEIGNEMENTS

Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret n° 2-22-431 du 08 mars 2023 précité;

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par lettre transmise par voie électronique ou par tout moyen pouvant donner date certaine, de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre, dans les mêmes formes, à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue, au plus tard trois jours (3 jours) avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier doit être communiqué, le même jour et dans les mêmes formes, aux autres concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres et aux membres de la commission d'appel d'offres.

Cet éclaircissement ou renseignement est mis à la disposition de tout concurrent potentiel dans le portail des marchés publics.

L'identité ou la dénomination du ou des concurrents ayant formulé la demande prévue au premier alinéa du présent article ne doit, en aucun cas, être divulguée.

ARTICLE 12 : EVALUATIONS DES DOSSIERS ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES

L'évaluation des dossiers administratifs et techniques se fait conformément aux dispositions de l'article 39 du Décret n° 2-22-431 précité.

ARTICLE 13 : CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES FINANCIERES

Les concurrents retenus à l'issu de l'évaluation des dossiers administratif et technique seront jugées conformément aux dispositions de l'article 43 et 44 du Décret n° 2-22-431 précité.

L'offre la mieux-disante, à proposer au maître d'ouvrage, est celle qui est la plus proche du prix de référence par défaut.

En cas d'absence d'offres inférieures au prix de référence, l'offre la mieux-disante est celle qui est la plus proche par excès de ce prix.

ARTICLE 14 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 36 du Décret n° 2-22-431 précité, les concurrents resteront engagés par leurs offres pendant un délai de soixante (60) jours, à compter de la date d'ouverture des plis. Toutefois, lorsque la commission d'appel d'offres considère qu'elle n'est pas en mesure d'effectuer son choix pendant le délai de validité des offres prévu à l'alinéa précédent, le maître d'ouvrage saisit les concurrents concernés, avant l'expiration de ce délai, par voie électronique en vue de leur demander une prorogation du délai de validité des offres d'une durée supplémentaire qu'il fixe et ce conformément aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du budget n°1692-23 du 4 hijra 1444 (23 juin 2023) ,

A cet effet, le maître d'ouvrage fixe aux concurrents concernés une date limite pour faire connaître leurs réponses.

ARTICLE 15 : DEPOT DES PROSPECTUS

Les concurrents doivent déposer les prospectus techniques des fournitures demandées au plus tard le jour ouvrable précédant la date et l'heure fixées, pour la séance d'ouverture des plis, dans l'avis d'appel d'offres. Ces prospectus techniques seront accompagnés du bordereau des prix non chiffrés précisant les marques, les modèles et les caractéristiques techniques détaillées du matériel informatique proposé.

Les prospectus, déposés peuvent être retirés au plus tard le jour ouvrable précédant le jour et l'heure fixés pour l'ouverture des plis.

Les prospectus déposés seront examinés conformément aux dispositions de l'article 40 du décret n° 2-22-431 précité. Tout prospectus non présenté ou jugé non conforme aux spécifications exigées dans le CPS entraînera le rejet de l'offre.

Les prospectus admis seront conservés par le maître d'ouvrage pour servir de base aux vérifications précédant la réception de la fourniture livrée.

ARTICLE 16 : MONNAIE DES FORMULATIONS DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 21 paragraphe 3 du décret n°2-22-431 précité,





Le dirham marocain est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les soumissionnaires.

ARTICLE 17 : LANGUES DE REDACTION DES PIECES DU DOSSIER

Conformément aux dispositions de l'article 21 du Décret n°2-22-431 précité, la langue dont laquelle doivent être établis les pièces contenues dans les dossiers et les offres présentées par les concurrents est la langue française ou arabe.

MARCHE N° 23../CS/2024
ACHAT DE MATERIEL INFORMATIQUE

SIGNATURES :

<p style="text-align: center;">Dresse Par : Le Chef de Division</p> <div style="text-align: center;">  Mohammed MANSOURI Chef de Division des Systèmes d'Information et des Moyens Communs</div> <p style="text-align: center;">Salé le.....</p>	<p style="text-align: center;">Le Président de la Commune de Salé</p> <div style="text-align: center;">  Omar SENTISSI Président de la Commune de Salé</div> <p style="text-align: center;">Salé le.....</p>
<p style="text-align: center;">Lu et accepté par LE FOURNISSEUR</p> <p style="text-align: center;">Salé le.....</p>	